

Contributions au Grand Débat National

Réunion du 12 février 2019 à la salle des fêtes Henri Kubnick de Châtillon-en-Diois

Organisé par la municipalité de Châtillon-en-Diois

En italique et en rouge : résumés rédigés par l'organisateur. Le verbatim des interventions suit. Dans quelques cas un texte écrit a été remis et est donné.

I – La transition écologique

PM

- S'inquiète de la loi n°2016-1087 du 8/08/2016 dite de reconquête de la biodiversité qui offre la possibilité à des acteurs privés de créer et de gérer des sites naturels de compensation écologique par acquisition d'espaces fonciers.

- Critique la logique défendue par l'UICN, à savoir que plus de 17% des territoires doivent être réservés à la faune sauvage en excluant toute activité humaine.

- Regrette que la nécessaire transition écologique que nous soutenons, est dévoyée en misant sur la privatisation des espaces naturels, que nous avons préservés et entretenus nous-mêmes, en vue d'intégrer la "nature" dans les objets de spéculation financière.

La place de la paysannerie et notamment dans notre région la place de l'élevage et de l'agriculture, c'est pas facile, c'est compliqué. C'est un véritable débat de société que j'aimerais partager avec tout le monde.

La loi n°2016-1087 du 8/08/2016 dite de "reconquête de la biodiversité" précise en son article 69 que la dite loi offre la possibilité à des acteurs privés de créer et de gérer des sites naturels de compensation écologique par acquisitions d'espaces fonciers. Des campagnes de prospection foncière sont donc engagées avec des capitaux privés et s'inscrivent dans la logique défendue par l'UICN (Union Internationale de la Conservation de la Nature) et les associations nationales qui en sont adhérentes, à savoir que plus de 17% des territoires doivent être réservés à la faune sauvage en excluant toute activité humaine.

Dans la Drôme, il vient de disparaître 1000 ha de forêt et d'espace agricole qui ont été achetés par une association qui s'appelle la ASPA, et ces territoires sont destinés à devenir des espaces de réensauvagement, de zone de compensation écologique, de valorisation de la taxe carbone sur les marchés internationaux. Cela veut dire que plus jamais, il n'y aura d'activité normale sur ces territoires : plus de cueillette de champignons, plus de chasse, plus de pêche, plus de pastoralisme. Un jour cela sera revendu sur le marché international en zone de compensation écologique pour faire de la taxe carbone pour les entreprises qui voudront installer une activité polluante à un endroit.

C'est une piste plus "animaliste" qu'humaniste et qui acte la mise en route sans tabou de la marchandisation de la nature. Un bien triste constat qui sacralise davantage la spéculation financière que la biodiversité dont on sait le rôle positif majeur joué en sa faveur par le pastoralisme.

Texte soumis par PM

La loi n°2016-1087 du 8/08/2016 dite de reconquête de la biodiversité précise en son article 69 que la dite loi offre la possibilité à des acteurs privés de créer et de gérer des sites naturels de

compensation écologique par acquisition d'espaces fonciers. Des campagnes de prospection foncière sont donc engagées avec des capitaux privés et s'inscrivent dans la logique encore une fois défendue par UICN/France, à savoir que plus de 17% des territoires doivent être réservés à la faune sauvage en excluant toute activité humaine. Une piste plus "animaliste" qu'humaniste et qui acte la mise en route sans tabou de la marchandisation de la nature. Un bien triste constat qui sacralise davantage la spéculation financière que la biodiversité dont on sait le rôle positif majeur joué en sa faveur par le pastoralisme.

Comment ne pas voir que la nécessaire transition écologique que nous soutenons, est dévoyée en misant sur la privatisation des espaces naturels (que nous avons créés, préservés et entretenus nous-mêmes) en vue d'intégrer la "nature" dans les objets de spéculation financière. Spéculation financière qui fait, nous le voyons, tant de dégâts dans d'autres domaines. Comment ne pas percevoir que tout cela se fait au mépris des populations agricoles locales, du pastoralisme et in fine du citoyen.

MCF

- s'étonne de la main mise des partis écologiques sur l'écologie alors qu'il s'agit d'une préoccupation qui doit être transversale et l'affaire de tous.

Moi c'est une réflexion ouverte que je vous donne. Ce n'est pas une question. C'est par rapport à l'écologie. Pour moi l'écologie est un sujet qui doit être transversal. Et je suis étonnée de voir des partis qui prennent l'écologie en main. Et ça doit faire partie de notre vie au quotidien, que ce soit au niveau social, économique, au niveau de la santé, de l'éducation. C'est une réflexion que j'ai en permanence à chaque fois qu'il y a des élections, et que je vois ces partis écologiques qui s'installent.

Je pense que c'est complètement transversal. Ça appartient à tous les domaines de la vie du citoyen. Quand j'achète une voiture, je peux m'inquiéter du coup de sa fabrication, du coût de son utilisation et du coût de son recyclage. Tout ça c'est des réflexions qu'on peut avoir, je prends l'exemple de la voiture, pour tous les objets, pour tous les actes etc. Quel coût, quelle trace on laisse quand on fait quoi que ce soit. Voilà c'est tout.

EB

- Souhaite la fin des cages dans tous les élevages.

- Demande la fermeture des élevage d'animaux pour la fourrure.

- Demande l'interdiction du piégeage à la glu pour les oiseaux ou avec des pièges pour les animaux dits nuisibles.

- Demande de supprimer la distinction entre espèces animales utiles ou nuisibles.

L'impression de faire un hors sujet ! Avec la condition animale. C'est un comble ! Je souhaite la fin des cages pour les animaux dans toutes les exploitations agricoles grandes ou petites. Plus de castration à vif dans les élevages de porcs. Au fait, à l'Élysée, on mange des poulets de batterie, ou même des œufs sans saveur ? Eh bien moi non plus, car je préfère payer un euro de plus pour voir disparaître la souffrance. Je dis je, mais cela est nous car je suis consciente d'être le reflet de beaucoup de Français et de Françaises attachées à la qualité de la condition animale. Plus d'élevages pour les animaux à fourrure. 86 % des Français réclament la fermeture des élevages d'animaux à fourrure. Le ministère de l'agriculture et de l'alimentation qui est en charge de ces élevages s'est montré particulièrement évasif. La fourrure s'est démocratisée avec l'apparition des cols et capuches en fourrure. De plus en plus de grands de la fashion abandonnent la fourrure. Manger bio, cultiver bio, ce n'est pas que pour que notre organisme, c'est aussi pour la planète toute entière, pour les générations à venir. Plus d'insectes ! Les scientifiques sont des Charlots sympathiques. Plus

d'abeilles, fille de la lumière comme disait Victor Hugo. La chasse, la distinction entre les espèces jugées utiles et celles jugées nuisibles sont dépassées en écologie. Les espèces évoluent dans les écosystèmes eux-mêmes changeant, où les bons et les mauvais n'existent pas. Il est temps de changer de vision et de se rendre compte que ces animaux sont utiles à la nature. Il en va de l'avenir de la planète. Le piégeage, pratique d'une cruauté innommable, doit disparaître également de façon urgente. À ce propos, la France paye combien d'amende à l'Union Européenne pour ces dépassements d'actes interdits tels la chasse à la glu des passereaux, et les migrateurs inclus. Et puis il y a l'élevage des gibiers destinés à la chasse etc..

JV

- Souhaite qu'un effort d'information soit fait sur ce que signifie la transition écologique, en direction de tous et plus particulièrement des personnes âgées.

Je serai relativement bref ! Rassurez-vous ! J'habite un foyer logement et ce qui fait débat chez moi c'est plus la forme que le fond. Ce qui m'intéresse d'abord, tous les sujets m'intéressent, c'est la transition écologique. Et vous demanderiez ce que c'est que la transition écologique, je serais embarrassé pour vous le dire. Ce que j'aimerais énormément, c'est surtout au niveau de l'information, une information qui passe tout simplement au foyer logement où j'habite ; et qui me définisse exactement ce que c'est que la transition écologique. Ça m'arrive quelquefois dans toucher chez un mot ou deux, quelques fois je dis bien, aux personnes présentes, aux résidents. Ils ne paraissent pas très intéressés, ou alors c'est quelque chose qui tombe de la lune pour eux et ça paraît pourtant essentiel, même à des personnes âgées, je n'en suis pas vraiment. Ce serait bien qu'on trouve quelqu'un qui puisse définir simplement pour des personnes âgées ce que c'est par exemple la transition écologique. Voilà ! Il faut concerner tout le monde et pas seulement les personnes âgées.

LA

- Demande que les transports en commun (trains, bus) soient à des prix accessibles partout en France.

Merci, moi je voulais parler des transports en commun, Je voulais dire que je ne comprends pas pourquoi, les gouvernements ne mettent pas davantage les transports en commun en avant. Je pense que si les trains, les bus partout étaient à des prix accessibles à tous, cela changerait peut-être notre façon de vivre.

EA

- S'interroge sur le discours actuel en terme d'économie d'énergie en ce qui concerne les voitures qui n'ont cessé de prendre du poids.

- Avec la limitation des vitesses on pourrait avoir des véhicules plus légers (voiturettes) et plus économes.

- Indique que la recherche d'économie de consommation doit aussi concerner les navires et les avions.

Moi, je suis assez stupéfait du discours actuel en terme d'écologie, d'économie d'énergie, parce que si on regarde juste les véhicules depuis les années 70, que dis-je depuis les années 50, ils n'ont pas cessé de prendre du poids. Ça c'est une première chose. Les pneus n'ont pas cessé d'augmenter de largeur et tout ça bien entendu ça augmente la consommation. Qui plus est, avec une limitation à 80 km/h il me semble inutile en terme de sécurité d'avoir des véhicules qui pèsent 1,3 t. Encore faut-il qu'il y ait une impulsion venant de l'État, je dirais pour démocratiser les voiturettes et pour que les voiturettes ne soient plus des engins qui roulent du reste dans les 70 km/h, mais qui puissent rouler à 80 km ; et donc des véhicules extrêmement léger. Il y a eu un essai fait par Peugeot en 1981, avec un véhicule qui s'appelait la 305 VERA, qui consommait 2,8 l aux 100km, dans des conditions de circulations absolument normales. Donc j'estime qu'on arrête de nous seriner avec les économies de

carburant ; mais le travail technique n'est pas fait. Ça c'est la voiture ! Mais je peux parler des bateaux, qui consomment énormément de carburant. Le commandant Cousteau avait inventé et mis au point avec la SNECMA des voiles métalliques, qui pourraient faire économiser entre 0 et 20 % de carburant. Et tout est à l'avenant ! Nous avons un super projet d'avion solaire, Solar Impulse, qui est piloté par les Suisses, mais toute la communauté européenne est dessus et il faudrait le développer.

ZV

- *S'interroge sur la taxation écologique qui ne concerne que les voitures ; elle devrait prendre en compte les avions, les navires.*
- *Demande à ce sujet que des compensations soient mises en place suivant les disparités du territoire et des investissements dans les transports en commun.*
- *Evoque le sujet du recyclage des plastiques, soit pour limiter les types de plastiques utilisables (recyclables) ou pour les recycler tous.*

Je voulais juste intervenir sur la question de la taxe écologique. Pour moi le principe de la taxe écologique c'est intéressant sur les transports; par contre, sur sa mise en oeuvre je trouve que ne prendre en compte que la voiture, ne pas prendre en compte ni les avions, le kérosène, les bateaux qui polluent énormément aussi, ce n'est peut-être pas très efficace. Et puis sur sa mise en oeuvre, il me semble que ça serait nécessaire -si ce projet est remis en oeuvre un jour- de prendre en compte le système de compensation dans sa globalité pour que les disparités au niveau du territoire soient compensées et que des investissements spécifiques soient faits sur les transports en commun, dans les territoires qui sont le moins dotés. Et pour être rapide ! Je vais juste parler d'un deuxième sujet sur la transition écologique, qui me tient à cœur : c'est le recyclage. Je pense notamment que sur le recyclage du plastique, on sait très bien qu'il y a des plastiques que que l'on sait recycler et d'autres beaucoup moins; et que au niveau législatif il serait possible de limiter les types de plastique utilisés avec une visée écologique, en limitant le type de plastique à ceux qui sont recyclables. Voilà ! Je vais m'arrêter là.

II – La démocratie et la citoyenneté

PM

- *Evoque le manque d'écoute des éleveurs et des bergers sur la question de la protection des grands prédateurs, en particulier le loup. Leurs avis sont méprisés, de même que les avis des élus qui les soutiennent.*
- *Exige d'être écoutés et entendus comme des citoyens adultes qui font partie de l'édifice de la nation et qui sont respectueux des règles républicaines, de l'organisation de l'état et des services publics.*
- *Rappelle que les compensations financières sont incomplètes : 12 000 bêtes tuées en 2018 et autant de disparues.*
- *Rappelle que l'activité pastorale joue un grand rôle dans la gestion des espaces naturels et son importance sur la biodiversité.*
- *Signale le coût exorbitant du Plan Loup national : 200 millions d'Euros pour 500 loups. Cet argent public pourrait être utile pour financer des emplois publics.*

C'est un thème qui exige a minima l'écoute et la prise en compte par l'État de la détresse sociale, économique et morale des éleveurs et des bergers dans les montagnes. L'État pourrait aussi tenir compte de notre avis sur la protection problématique actuelle des grands prédateurs, des grands carnivores sauvages. Non seulement, à l'établissement des textes protecteurs en 1992, on a rien vu venir, hop ! C'est arrivé, et les éleveurs et les bergers, nous on a jamais entendu parler de ça. Le jour où on en a entendu parler c'est le jour où on a commencé à se faire bouffer des bêtes. Donc là je trouve qu'il y a un respect de la citoyenneté et de la démocratie qui à l'époque ne marchait pas. Cela ne marche pas mieux aujourd'hui, parce que les compensations financières, elles sont bien incomplètes pour la perte de nos animaux : 12 000 bêtes reconnues cette année, plus autant de disparues. Donc vous voyez, le carnage dans les campagnes ! Et puis aussi, il n'y a pas de prise en compte des effets globaux de nos activités sur la gestion des espaces naturels. Ce sont des activités qui sont précieuses pour la biodiversité, parce que on est de vrais acteurs de la biodiversité, parce que nous on est là depuis des siècles. Et quand vous vous baladez dans les montagnes, vous voyez bien que ces montagnes elle sont encore vivantes : il y a des pelouses avec des fleurs. Le jour où tout cela sera à l'abandon, on verra où est la biodiversité à ce moment-là. Et puis on est toujours autant méprisé. Je suis moi-même dans le plan loup national, mais c'est une folie douce. Le coût du loup je vais vous en parler tout de suite : 200 millions d'euros dépensés chaque année. La Cour des Comptes est en train de faire un rapport là-dessus. Pour 500 loups c'est 400 000 € par loup. Un emploi d'infirmier coûte 40 000 € par an. Donc vous faites l'opération : 500 loups ça fait 5000 emplois dans les services publics, hôpitaux et ailleurs qu'on n'a pas. Voilà où va l'argent public

texte remis par PM

C'est un thème qui exige a minima l'écoute et la prise en compte par l'État de la détresse sociale, économique et morale des éleveurs, et de l'avis qu'ils donnent sur la protection problématique actuelle des grands carnivores sauvages. Non seulement ils n'ont pas été associés à l'établissement des textes protecteur européens, mais aujourd'hui leurs difficultés sont incroyablement minimisées. Les compensations financières incomplètes pour les pertes des animaux domestiques prédatés ne sont pas à la hauteur des préjudices globaux subis. Il n'y a pas de prise en compte des effets positifs de nos activités de gestion des espaces ruraux naturels Activités précieuses pour la biodiversité, que nous produisons, maintenons et entretenons écologiquement depuis des siècles. Et nos avis sont méprisés ainsi que nos oppositions argumentées aux différents "plan-loup imposés par l'État, comme si nous n'étions pas des citoyens de la République à part entière et capable de raisonner sur les questions de société. Les engagements des élus locaux à nos cotés ne sont pas davantage pris en compte (ils ont constaté les répercussions négatives du loup non seulement sur l'activité et la vie

des éleveurs et bergers, mais aussi sur le tourisme avec le problèmes des chiens de protection). Ce sont pourtant des personnalités élues selon les règles démocratiques de notre pays, et qui sont censées exprimer les attentes des citoyens qu'ils rencontrent et dont ils peuvent mesurer sur le terrain, loin des officines parisiennes, la réalité de leurs problèmes. C'est cette distance néfaste et entretenue, entre gouvernement et citoyen qui est génératrice des conflits actuels, ne l'oublions pas. Nous exigeons d'être écoutés et entendus comme des citoyens adultes qui font partie de l'édifice de la nation et qui sont respectueux des règles républicaines, de l'organisation de l'état et des services publics.

ZV

- Aborde le problème du financement des partis politiques. Les personnes ayant les meilleurs revenus peuvent avoir une meilleure représentation à travers des partis.

-Demande de réduire la hauteur du financement des partis par des dons des particuliers.

Sur la question de démocratie et citoyenneté, Je voudrais aborder un point particulier qui est le financement des partis politiques.

De mon point de vue, dans les questions de représentation de la démocratie, la question du financement des partis politiques joue un rôle, et notamment le fait que chaque citoyen peut donner à hauteur de 7500 €. Et tout le monde ne peut pas donner cette somme à un parti politique, ce qui fait que les personnes qui ont plus de revenus peuvent avoir une représentation à travers le financement des partis plus importante. Je trouverais intéressant que les lois amènent à réduire la hauteur du financement des partis pour avoir une meilleure représentation.

MCF

- Observe que beaucoup de personnes sont dégoûtées de la politique, particulièrement les jeunes.

-Demande à tout faire pour que les gens s'investissent dans la politique.

Beaucoup de personnes autour de moi on marre de la politique, son dégoûté, alors que personnellement j'aime la politique. J'aimerais au niveau des jeunes, les jeunes comprennent que la politique c'est passionnant : il faut s'investir, pour connaître comment ça fonctionne, comment s'impliquer dans une commune, voir comment fonctionnent les institutions, ne plus avoir ce dégoût général de la politique. Parce que s'il n'y a plus de politique, il n'y a plus de sens à la vie, il n'y a plus de sens à rien du tout. J'ai lutté personnellement avec mon fils qui a ce raisonnement là : tout est pourri, tout est nul ; et je n'y suis pas arrivée. Il ne vote pas, il ne fait rien et c'est un questionnement. Il a ses écrans, il a les réseaux sociaux ; c'est terrible de voir comme il est englouti par tout ce système d'images, de représentation artificielle et qu'il n'a pas les pieds sur terre et pour la vie politique en général. c'est un peu un cri qui sort de moi, parce que j'ai essayé, je n'ai pas réussi. Je vois que dans tout ce que j'entends autour de moi, par rapport aux gilets jaunes etc, il y a beaucoup de gens, dont j'ai l'impression qu'ils ne savent pas ce que c'est que la politique et je suis désolée de constater ça. Donc je demande à ce que les gens s'investissent, et les jeunes aussi.

LA

- Rappelle l'idée de pouvoir avoir des gens tirés au sort qui participeraient auprès des élus à la prise de décisions politiques.

Je voulais revenir sur quelque chose que j'ai vu dans la lettre de notre président, quelque chose d'intéressant, qui suggérait qu'on puisse avoir, comme dans les tribunaux, des gens tirés au sort qui aideraient à prendre des décisions aux politiques. Les gens, n'importe quel citoyen, je trouve que ce serait une bonne chose.

EA

idem LA

Même combat !

III – Fiscalité, dépenses et l'action publique

PM

- Rappelle le coût démesuré du Plan Loup : 200 millions d'euros, alors que dans le même temps d'autres espèces sont négligées par l'État.

- Demande de rendre public le coût réel pour le contribuable de ce plan, au détriment d'autres actions publiques.

Ce que j'ai dit tout à l'heure, ça faisait partie du thème de la fiscalité et des dépenses publiques. Je confirme : 200 millions d'euros et un rapport de la Cour des Comptes qui arrive. Cela rentre dans la fiscalité. Il est difficile de comprendre un coût démesuré qui n'a d'équivalent pour aucune autre espèce. Tout à l'heure, on évoquait la transition écologique, mais les espèces d'animaux, que ce soit la marmotte, le castor, que ce soit bien d'autres animaux ; il y a bien d'autres animaux qui ont leur place sur cette planète aujourd'hui. Les services de l'État ne s'en occupent plus. Il n'y a que les associations environnementales qui sont là de temps en temps pour voir comment ça se passe, comment ça évolue. Mais il n'y a plus de moyens financiers pour essayer de protéger d'autres bestioles parce que tout est englouti dans la même. Pour moi c'est un déni de démocratie et c'est une dépense publique qu'on peut comprendre ! Je pourrai vous expliquer pourquoi. Mais, il y a quelque chose qui ne va pas là dedans. C'est une véritable gabegie de dépenser tant d'argent pour un animal. Et puis bien évidemment on a compris ce qu'il y a derrière tout ça!

texte remis par PM

Il est urgent, par le débat citoyen actuel engagé à travers le "débat national", de rendre public le véritable coût financier, supporté par le contribuable, de la gestion des grands prédateurs en France en sollicitant un rapport de la Cour des Comptes. Coût démesuré qui n'a son équivalent ni pour une autre espèce protégée (bien au contraire puisque c'est au détriment de toutes les autres), ni pour toute autre spécificité environnementale ou pas. Un réel cas d'école qui ne s'est jamais rencontré, et constitue de quoi s'interroger sur la place réservée au bon sens dans cette affaire.

Nos concitoyens qu'il s'agit d'informer objectivement par les faits, jugeront par eux-mêmes du niveau de gabegie atteint par les dépenses publiques dans ce domaine de préservation de la faune sauvage et ce au détriment des soutiens financiers à d'autres secteurs publics qui sont en détresse (santé, éducation, social...).

MCF

- Demande que toute aide publique soit évaluée et fasse aussi l'objet de contre-parties claires.

Ce que j'aimerais, c'est qu'à chaque fois qu'il y a une aide publique, une aide de l'État, il y ait une évaluation de ce qui a été fait de l'argent, et aussi qu'il y ait des contreparties. Il faudrait qu'il y ait des résultats d'une évaluation, c'est aussi simple que ça, c'est pas donnant gratuit : ça manque d'évaluation dans tout cet argent qui est donné à droite et à gauche.

MA

- Réclame une meilleure égalité devant l'impôt, en citant le cas de la taxation des prostituées, alors que certains artistes échappent à l'impôt.

- Affirme qu'une meilleure égalité de l'impôt créerait plus de fraternité.

Retraitée de la fonction publique, je trouve qu'il est important que vous sachiez d'où je parle. Je voudrais parler de l'égalité de l'impôt. Nous en sommes très loin. Il se trouve que j'ai travaillé dans le domaine de la prostitution. Donc je peux vous dire que les prostituées sont imposées, partant du

sacro-saint principe que toute personne qui a des revenus doit payer l'impôt. Je vous laisse penser aux manières d'imposer les prostituées. Donc c'est du doux rêve. Comment savoir ce qu'elles encaissent ? Ça paraît difficile. Donc les ans les gens des impôts commencent par situer leur lieu de prostitution, c'est-à-dire leur morceau de trottoir. Dans quel quartier se trouve-t-il, chic, pas chic moins chic ? Voilà sur quoi se basent ces gens pour leur faire payer l'impôt. Ensuite comme ils se débrouillent très bien pour les prostituées, je ne vois pas pourquoi ils se débrouillent aussi mal pour certains gens du spectacle. Je ne comprends pas que de l'argent gagné en France, peu importe où habite la personne, ce qui est important c'est où l'argent a été gagné. Comment se fait-il que cet argent n'est pas imposé ? On a bien des moyens pour faire ça! Parce qu'il me semble que s'il y avait plus d'égalité au niveau de nos impôts, il aurait beaucoup plus de fraternité ailleurs.

MCR

- Ne comprend pas que la différence entre les hauts et les bas salaires ne fasse qu'augmenter année après année.

- Pense que beaucoup de gens ne sont pas intéressés par la politique, parce qu'il y a 2 mondes à part : le monde de la politique et celui des autres citoyens, qu'elle comprend, et qui sont bien représentés par le mouvement des gilets jaunes.

Je ne comprends pas pourquoi, gouvernement après gouvernement, qu'ils soient de droite ou de gauche, la différence entre les hauts salaires et les bas salaires ne fait qu'augmenter d'année en année. Je trouve que c'est un constat pitoyable et par rapport à ce que dit Mme Flandrin par rapport à la politique, moi aussi j'ai des grands enfants ; j'ai beaucoup travaillé dans le milieu socio-culturel, et je comprends tout à fait la vie de beaucoup de jeunes qui ne sont pas intéressés par la politique parce qu'ils sont tout simplement dégoûtés et je ne suis pas loin moi aussi d'être dégoûtée. Je pense que ce sont des mondes à part pour nous, entre le monde politicien, avec leurs réseaux, leur savoir-faire, leur communication, etc., et notre petit monde à nous qui à mon avis est bien représenté par le mouvement des gilets jaunes. Il y a une fracture, et pour redonner espoir, je ne sais pas comment il faut faire, mais ces personnes qui ne croient plus dans la politique, moi je les comprends tout à fait.

LA

- Signale le manque de préoccupation autour de la santé mentale

- Demande qu'il y ait plus de recherche sur ce sujet et aussi plus de dépistage pour les prendre en compte plus tôt.

Je voulais parler du peu de places qu'on laisse à tout le travail sur la santé mentale. On ne soutient pas la recherche sur les maladies mentales. Il y a tout un travail à faire d'ouverture par rapport à ses maladies là, qui restent vraiment taboues, et qu'on apprend pas dans les familles à repérer ; et je trouve que c'est un sacré problème parce que si elles étaient prises en compte plus tôt et mieux suivies, dans certains cas on n'en arriverait pas à des catastrophes.

EA

- Souhaite que l'écart des salaires soit ramené dans un facteur de 1 à 20.

- Observe des situations où des personnes âgées sont obligées de travailler, ou d'autres où bien que salariées elles n'ont pas un emploi à plein temps et n'ont pas des revenus suffisants pour vivre.

- Demande que toute personne qui travaille puisse vivre décemment de ses revenus.

Je rebondirai sur ce qu'a dit MCR et une limitation d'un écart de 1 à 20 sur les salaires me paraîtrait judicieux, on en est loin !

J'ai vu une petite annonce à Luc-en-Diois à Noël qui m'a bouleversé : celle d'un retraité de 68 ans qui cherche du travail pour pouvoir satisfaire ses besoins financiers ; ça c'est insupportable. Moi, quand j'étais gamin à Châtillon, je voyais des personnes âgées courbées en 2 qui continuaient à

travailler parce que elles y étaient obligés ; et j'avais demandé à mon père pourquoi elles étaient dans ces situations là ? Et il m'avait expliqué qu'à l'époque il n'existait pas la sécurité sociale, les retraites, qu'il y avait des gens qui n'était pas déclarés etc. Et je vois avec effroi le retour de ce type de situation ! Donc en fait, si on veut conserver le pacte social et répondre à ce qu'avait déjà énoncé Jacques Chirac lors de sa première investiture, à savoir ne pas arriver à une fracture sociale ou arriver à réduire une fracture sociale, il faut que toute personne qui travaille soit en mesure de subvenir à ses besoins; or ça n'est pas forcément le cas aujourd'hui parce qu'on a des gens qui travaillent au SMIC mais qui n'ont pas les emplois nécessaires pour arriver jusqu'à 35 heures et du coup ils se retrouvent dans une impasse ces gens là ! Sans parler des retraités qui ne peuvent pas forcément aller en EHPAD compte tenu de leurs revenus etc.

AL

- Pense que les écarts entre salaires peuvent se justifier par les responsabilités prises, le niveau de qualification, mais que les écarts sont trop importants.

- Souligne la différence entre un retraité qui avait un bon salaire et un ayant eu un petit salaire. La premier est souvent propriétaire, le second locataire et subit le prix élevé du logement. Cette inégalité des retraites n'est pas compréhensible puisque à la retraite toutes les personnes ont la même fonction sociale.

- S'interroge sur les niches fiscales et en particulier sur celles liée au marché des œuvres d'art.

- Ne comprend pas que les aides sociales soient différentes suivant les départements.

Je vais rebondir sur ce que vient de dire EA, sur les retraites sur les salaires. Je partage son avis sur l'écart des salaires qui n'est pas acceptable, qui est beaucoup trop grand. D'autre part, lorsque des gens ont eu des bons salaires, ils ont réussi à s'acheter leur logement et après ils ont aussi une retraite qui est beaucoup plus forte que certains autres alors que à mon avis quand on est à la retraite on a tous le même rôle dans la société. Quand on travaille, il y a des gens qui prennent des risques et des responsabilités, qui font des travaux plus fatigants etc. Et on peut peut-être justifier une part d'écarts de salaires. Par contre, je ne comprends pas pourquoi cet écart se maintient à la retraite et qu'il aggrave beaucoup les inégalités ; puisque les retraités qui ont des petites retraites, en général ils ont eu des petits salaires, et du coup ils n'ont pas réussi à avoir leur logement. Et comme le coût du logement c'est énorme dans le budget des gens, ça aggrave encore l'écart entre les personnes.

Sur la fiscalité, dans les niches fiscales, je ne comprends pas que les œuvres d'art bénéficient d'une niche fiscale absolument incompréhensible. Le marché de l'art, c'est un marché et je ne vois pas pourquoi les oeuvres d'art échappent à la fiscalité.

Au niveau des dépenses publiques, je ne comprends pas pourquoi un certain nombre d'aides sociales sont très différentes suivant les départements. Je ne vois pas pourquoi sur tout le territoire les citoyens n'ont pas les mêmes aides sociales.

ZV

- Avec la réforme des impôts locaux (baisse de revenu par la taxe d'habitation), les ressources des communes baissent. Or l'échelle communale est primordiale pour la citoyenneté et la démocratie.

Baisse des impôts locaux, de la taxe d'habitation : les budgets des communes se trouvent baissés ; je pense que l'échelle communale est une échelle importante pour la citoyenneté et le fonctionnement concret du pays.

V- L'organisation de l'État et des collectivités publiques

PM

- Pose la question de l'indépendance des services du ministère de la transition écologique quand on connaît les liens, de notoriété publique étroits et permanents, unissant ces services avec les représentants de l'UICN et avec des associations environnementales ? qui sont des défenseurs inconditionnels du loup.

- Estime que la neutralité du ministère est ainsi faussée. L'État a appauvri sa capacité d'analyse, de critique, et de jugement, pour suivre sans réserve la doxa environnementaliste concernant l'ensauvagement des territoires.

- Ce comportement partisan n'a pas sa place dans la République.

Je reste dans ma logique, dans mon sujet, sur l'organisation de l'État. Je comprends Monsieur pourquoi vous ne comprenez rien à notre position sur l'écologie. Moi j'ai passé du temps à regarder les cabinets qui composaient tous les ministères : ministère de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales, de la défense, pour voir qui travaillait dans ses cabinets. Donc vous allez sur Internet et on vous donne le nom des gens, leurs origines, et quand il y a des changements de ministre ça se renouvelle. Par contre vous avez sur le ministère de la transition écologique, à la place du portrait des gens vous avez un grand point d'interrogation ! Y'a personne au ministère de la transition écologique ! C'est étonnant ! Du temps de Nicolas Hulot, le précédent, il y avait du monde. J'avais vérifié. Le nouveau, il n'y a personne. Je vous incite à le faire. Je l'ai fait, il y a quelques jours et je me suis posé la question pourquoi ? Et la réponse, je vais vous la dire une fois de plus. J'ai appelé cela la question de l'indépendance des services du ministère de la transition écologique notamment. Quand on connaît les liens de notoriété publique étroits et permanents unissant ses services avec les représentants de l'UICN. Encore une fois, l'Union Internationale de la Conservation de la Nature qui est un organisme mondial, mais qui ne fait pas partie des organismes d'élus français. Quand on comprend ça, On a compris! C'est que l'UICN est pour le ré-ensauvagement de la nature. Elle a même décidé à Nagoya en 2004 que 17 % de la surface terrestre devait être réservée à des zones de ré-ensauvagement. Je reviens à ce que j'ai expliqué tout à l'heure. Donc dans ces zones de ré-ensauvagement plus d'activités humaines ! Voilà ça , ça a été décidé au niveau international, et on retrouve ces gens planqués dans les ministères de la transition écologique et il ne s'affichent même pas; on ne sait pas qui c'est. Donc on le dit pas, mais quand on regarde les noms, quand on y va dans ce ministère, quand on regarde les noms, quand on pose la question aux gens à qui on a à faire, quand on regarde sur Internet l'organigramme de l'UICN, on les retrouve! Et ça pour moi c'est un déni de démocratie. Qu'est-ce que c'est ce bordel au ministère de la transition écologique. Alors si vous n'y comprenez rien, alors on voila la raison. C'est un état dans un état. Sur l'organisation de l'État, je suis très accusateur et c'est pour ça qu'en terme d'écologie on ne comprend rien, rien ne se fait, tout marche de travers, mais Putain! elle est où la démocratie dans ce ministère ?

Texte soumis par PM

La question de l'indépendance des services du ministère de la transition écologique ne se pose-t-elle pas quand on connaît les liens, de notoriété publique étroits et permanents, unissant ces services avec les représentants de l'UICN ? UICN, on le rappelle, qui représente les défenseurs les plus inconditionnels du loup, et est l'acteur clé dans la mise en place de la grande protection actuelle du loup en Europe et particulièrement en France.

Comment dans ces conditions ce ministère, oreille de l'UICN, peut-il alors prendre en considération, en toute indépendance, nos attentes qui visent à corriger les orientations politiques de la Convention de Berne et de la Directive Habitats ?!! En quoi les associations environnementales en général, présentes également au sein de ce ministère, et l'UICN en particulier, peuvent-elles être considérées comme représentatives d'un service public agissant en

toute neutralité alors que c'est le contraire qu'elles revendiquent ? Et le fait, pour ces associations, d'agir par délégation de l'État et de peser indirectement sur le devenir des territoires ruraux, témoigne d'un mélange des genres où notre État a appauvri sa capacité d'analyse, de critique, et de jugement, pour suivre sans réserve la doxa environnementaliste concernant l'ensauvagement des territoires. Ce qui est en définitive inquiétant et constitue une faute majeure pour un État en montrant un comportement partisan qui n'a pas sa place dans la République.

CG (Texte écrit remis conforme à la version lue en public)

- Fait 3 propositions :

- Remplacer l'usage de la comptabilité publique génératrice de lourdeur et de coûts par celui de la comptabilité commerciale. Ceci permettrait aux administrés une meilleure compréhension.

- Reprendre la loi "Choc de simplification" pour l'évaluer et l'appliquer.

- Limiter le pouvoir de l'Agence de l'eau sur les petites organisations ou structures qui ont besoin de plus de liberté.

Trois propositions :

1) D'abord le remplacement de l'usage de la comptabilité publique par celui de la comptabilité commerciale. La comptabilité publique repose sur l'établissement d'un budget primitif et la double tenue d'un compte de gestion et d'un compte administratif. Elle nécessite de faire appel aux trésoreries, comme celle de Châtillon, et génère une lourdeur administrative, et des coûts. Je propose donc d'utiliser la comptabilité commerciale avec authentification par un expert-comptable. Il y aurait un avantage annexe, à part les coûts, c'est que l'administré de base pourrait comprendre le budget, les ressources et les dépenses municipales.

2) La reprise de la loi "Choc de simplification". Cette loi a été votée lors du quinquennat précédent, mais n'a jamais été évaluée et il n'est pas certain que les décrets d'application aient suivi la volonté des députés. Je souhaite donc qu'on évalue ce qui a été mené à terme et que l'on mette en œuvre ce qui ne l'a pas été.

3) La limitation du pouvoir de l'agence de l'eau sur les petites organisations ou structures. En effet dans le cas des petites structures, l'agence perçoit de l'argent, n'apporte pas de soutien, et impose des dépenses sans intérêt local. Je souhaite donc que les petites structures aient une plus grande liberté dans la gestion de leur réseau et qu'elles puissent faire des choix significatifs dans leur contexte. Avantage annexe, c'est une réduction des dépenses inutiles.

AL

- Demande que dans le mille-feuille administratif, les compétences soient attribuée à un seul niveau. Cela permettrait de la simplification, un allègement des coûts de gestion et un gain de temps.

Moi ça va être court ! Je trouve que dans le mille-feuille administratif, il y a un certain nombre de compétences qui sont partagés à tous les niveaux administratifs. Et je ne comprends pas que sur un certain nombre de sujets, il faille s'adresser d'une part à la commune, à la communauté de communes, au département, à la région, chacun ayant une part des décisions. Cela me paraîtrait plus simple que l'on dise que telle compétence se traite à tel niveau et qu'on ait pas besoin de faire 50 dossiers; en plus ce sont toujours des dossiers différents, ce sont des conditions différentes. On perd un temps fou et je ne vois pas ce que cela peut apporter.

IV – Thème ouvert

AL

- *Pose le problème du logement dont le coût explose.*
- *Souligne qu'il est souvent difficile de se loger à proximité de son travail, ce qui entraîne des contraintes de déplacements et demande que l'implantation des zones d'activité et de logement soit réfléchi.*
- *Sur un autre plan demande qu'un enseignement de base du droit soit inclus dans les études générales. Cela permettrait aux jeunes de mieux comprendre leur rôle de citoyen.*

À propos du coût du logement : il faudrait trouver une solution pour que le coût du logement arrête d'exploser. Il y a des tas d'endroit où il est totalement impossible d'arriver à se loger quand on trouve un travail. On ne peut pas trouver à se loger à côté du travail : il y a le coût du logement et il y a peut-être aussi la façon dont les zones ont été réparties entre les zones d'habitat et des zones d'emploi. Cela fait que c'est bien joli de faire des discussions pour savoir si on va au travail à pied, en trottinette ou en covoiturage ! Mais il y aurait moins de problèmes si on pouvait trouver un logement pas loin de son travail. Concrètement, il y a certaines zones dans lesquelles il est impossible de loger à côté son travail d'une part à cause du prix du logement et d'autre part à cause de la façon dont le territoire est découpé. Quelqu'un disait comment on pourrait intéresser plus les jeunes à la politique ? Je suis assez choquée que, ce n'est pas directement de la politique, mais ça la rejoint aussi, je suis étonnée que pour avoir des connaissances en droit il faut être étudiant en droit. Les jeunes citoyens, ils arrivent en terminale, ils n'ont jamais entendu parler de droit, de notions basiques de droit, sauf sur des études techniques par exemple droit commercial. Mais pour moi l'éducation forme des citoyens et les citoyens finissent leurs études sans jamais avoir entendu parler de droit ! et c'est un peu lié à la politique.

VI - Discussion libre

PL

- *S'interroge sur la nature du débat. Certaines réponses aux questions posées semblent pouvoir être lues entre les lignes des documents fournis !*
- *Craint que l'on aille vers des formes de privatisation dans les domaines sociaux, celui des territoires et cela sans contrôle démocratique.*
- *Pense que l'on manque d'une idéologie pour notre société. Il y a plein de politiques, mais sans idéologie et donc sans vision.*

Quelques remarques. Ce n'est pas un débat, c'est plutôt chacun exprime des choses, et c'est ça qui est intéressant parce que le débat c'est un échange qui permet de nourrir les contradictions, c'est ça qui est intéressant! Je voudrais revenir sur un certain nombre de points, en particulier des craintes et des peurs. Il est écrit dans le document qui a été transmis, donné, à tout le monde, à travers Internet etc. sur le fait qu'il y avait un choix de société. Ce document fait référence à 1945 et à l'après-guerre en particulier sur cette notion de solidarité, fraternité etc. qui se perd. Mais on s'aperçoit que sur un certain nombre de domaines, en particulier sur les prestations sociales etc. on va plutôt vers ..., le texte est intéressant pour ça car quand on lit entre les lignes, on s'aperçoit qu'il y a des réponses déjà dans le texte en particulier sur une forme de privatisation. Je pense à la sécurité sociale par exemple. C'est qu'aujourd'hui on est dans un système. Il y a des prestations, des cotisations qui sont peut-être des impôts, mais des impôts qui sont renvoyés à d'autres moments et qui sont utilisés dans la solidarité, et aujourd'hui on va petit à petit, tout ce qu'on nous a dit à travers les médias c'est ça, c'est qu'on entre dans des formes de privatisation, Et moi c'est une crainte réelle. En fait aujourd'hui on vit dans un régime, un système, qui est intéressant et qui est vraiment très solidaire, mais nos enfants, à mon avis, ils vont payer payer plein pot. Sur un certain nombre de domaines, en particulier la santé mais aussi la solidarité et les retraites. Lorsque j'entends le paysan ici présent, il s'exprime et on s'aperçoit que sur les formes de privatisation c'est aussi sur d'autres domaines et sur le domaine des terres, sans aucun respect démocratique, ou plutôt ce que j'appellerai sans contrôle démocratique. Pour revenir sur la question des politiques, les politiques il y en a plein, il y a plein de choses politiques qui sont en cours, mais la politique c'est de l'action. Ce qui manque fondamentalement dans nos sociétés, c'est ce que j'appellerais plutôt de l'idéologie c'est-à-dire plutôt avoir une vision réelle, idéologique finalement de notre société. Il y a un émiettement tellement considérable des actions politiques qui fait qu'on ne se retrouve pas dans des formes idéologiques pour se permettre de dialoguer et je crois que le problème il est là, le problème il est de fond. Des politiques il y en a, il y en a plein, mais sans idéologie, ça ne reste que des miettes.

PG

- *Pense que l'augmentation des inégalités de revenus et de patrimoine est due aux changements de plus en plus rapides du monde.*
- *Face à cela il pense que l'éducation est la priorité des priorités.*

Je voudrais revenir sur une question qui a été évoquée par plusieurs personnes, qui est le thème des inégalités. Les inégalités salariales, mais aussi d'une façon plus générale les inégalités de revenus et de patrimoine. Je pense que la raison pour laquelle ces inégalités ne diminuent pas et même ont tendance à augmenter partout dans le monde, et peut-être même plus chez certains de nos voisins, c'est que le monde change de plus en plus vite. On a parlé de la transition écologique qui devient une urgence, on est aussi dans un monde de transition numérique où les métiers vont changer. Je voudrais citer un chiffre que je trouve assez frappant : c'est que 85 % des métiers de 2030 n'existent pas encore. C'est une étude d'un cabinet américain, on peut accorder la confiance qu'on veut à ces chiffres, mais ça fait un peu peur sur la rapidité avec laquelle le monde va changer. Je pense que pour régler le problème des inégalités face à ce monde qui change de plus en plus vite, il y a une

priorité qui pour moi est vraiment la priorité des priorités, c'est l'éducation, Et ça rejoint beaucoup de thèmes qui ont été évoqués aujourd'hui. Je pense que la priorité qui doit être accordée aujourd'hui à l'éducation, elle est urgente. Ça demande des efforts financiers énormes, ça demande un soutien de la part des citoyens, mais je pense que c'est fondamental de mettre l'accent là-dessus, aussi bien au niveau des dépenses publiques que au niveau des priorités citoyennes.

EA

- Pense qu'il faut revoir complètement l'organisation de l'enseignement et l'axer sur la réflexion. Il faut rendre les jeunes adaptables aux changements technologiques.

- Pense qu'il faut remettre à l'honneur la philosophie.

On est dans un monde qui va changer, on n'est pas une charnière technique. J'étais enseignant jusqu'il y a peu, et il faudrait à mon sens revoir complètement l'organisation de l'enseignement et l'axer énormément plus sur la réflexion, précisément à cause de tous ces changements technologiques ; parce qu'il va falloir que les jeunes soient adaptables et sachent s'adapter à ces changements. Ce qui va pouvoir permettre l'adaptation, c'est bien entendu savoir lire mais au-delà, être capable de juger d'un texte, de juger d'une vidéo, de juger de la pertinence d'un concept technique. Et puis être capable de réflexion sur les propositions, sur ce que nous allons voir comme proposition technique, que nous allons voir arriver ou que l'on va essayer de nous imposer. Je pense à la transformation, le trans-humanisme, mais c'est un bien grand mot ! Si on ne songe simplement qu'aux lunettes communicantes, c'est-à-dire c'est un objet technique qui existe déjà : vous avez des lunettes qui vous permettent d'entendre au niveau des branches et puis, j'ai un peu travaillé dans ce domaine-là aussi, sur les verres des lunettes, vous avez des incrustations vidéo. Là ça me paraît extrêmement dangereux et ça mériterait une réflexion approfondie et du coup, on voit bien qu'au travers de ça, il faut complètement repenser les programmes. C'est la réflexion en premier lieu, la philosophie qu'il faudrait remettre à l'honneur notamment au lycée, énormément !

FR

- Est critique sur les réformes de l'enseignement en cours : il insiste sur la culture générale pour éviter l'augmentation de la concurrence entre les humains.

Je ne suis pas dans l'enseignement, mais je sais qu'il y a un grand problème en ce moment, c'est qu'on est en train de revoir l'enseignement général. Ça veut dire que, avant, on veut supprimer des cours de langue, de philosophie et dans ça on ne voit que le côté technique de l'enseignement ; donc ce qui peut être gênant c'est que, ce qui est important dans l'enseignement c'est qu'il n'y a pas que le côté technique ; c'est important d'avoir un bagage d'enseignement général et ça veut dire que en prenant ce genre de voie ça va amener de plus en plus de concurrence entre les êtres humains.

MCF

- Pense qu'il faut mettre à jour le système éducatif

- Insiste sur la nécessité de la formation professionnelle

Pour continuer sur la question de l'éducation, je pense qu'il y a un grand chantier à faire parce qu'on a encore un enseignement qui fonctionne comme il y a un siècle ; le monde a changé, il faut peut-être le mettre à jour. Je voulais en rajouter sur l'étape d'après qui est tout ce qui est relatif à la formation professionnelle. De moins en moins les gens vont avoir un CDI pour toute leur vie. Ça pouvait l'être il y a 30, 40 ou 50 ans. On va changer de boulot, on va avoir des périodes de non-emploi et pouvoir rebondir, se réorienter, se former tout au long de la vie. À l'heure actuelle, je ne sais pas si certains d'entre vous ont essayé d'avoir une formation professionnelle, mais c'est compliqué.

AL

- *S'inquiète des modes, comme celle des habitats intergénérationnels : ce sont les villes, les villages qui doivent être intergénérationnels. Cela doit être pris en considération dans les planifications.*
- *Observe le nombre croissant de personnes âgées et demande que chacun puisse choisir comment finir sa vie et donner les moyens à ceux qui veulent vivre le plus longtemps possible de pouvoir le faire décentement.*

Je n'ai pas de solution à proposer, c'est plus une inquiétude. Il y a une mode des habitats intergénérationnels. Je trouve que c'est triste, que les gens soient obligés d'avoir l'idée de faire un habitat intergénérationnel. Je pense que quand on aménage des villages ou des villes, c'est à n'importe quelle rue d'être intergénérationnelle. Il faut que dans les villages tout le monde puisse vivre, les personnes âgées, les familles, des gens seuls. Les villages doivent être intergénérationnels. Je suis choqué qu'on se dise "tiens je vais faire mon truc intergénérationnel. Mais si les gens se disent ça, c'est qu'ils en ressentent le besoin. Donc, c'est que quand on planifie l'organisation de l'habitat il faudrait y penser. Autre question, c'est aussi une inquiétude, c'est qu'il y aura dans la société de plus en plus de personnes âgées et je pense qu'il faut vraiment se poser des questions, d'une part sur le fait que chacun puisse choisir comment il finit sa vie, et d'autre part se donner les moyens pour que les personnes qui veulent vivre le plus longtemps possible puisse le faire le plus longtemps possible chez elle. Il y a un certain nombre de pays où on supprime les maisons de retraite ; on essaye de faire en sorte que dans chaque commune il y ait de l'aide, au niveau de la commune ; il y a du personnel qui s'assure que les personnes âgées, chez elles, puissent vivre correctement. Il y a en ce moment des réflexions sur ce sujet, mais je crois que ce sera une grosse charge, ce n'est pas péjoratif ce mot. Il y aura de plus en plus de personnes âgées, et il faudra qu'elles puissent vivre correctement ; donc il faut que la société soit prête à mettre en œuvre ce qu'il faut pour ça, aussi bien en payant correctement les personnes qui travaillent dans ce secteur qu'en permettant aux personnes âgées d'avoir des domiciles habitables.

PM

- *A propos des gilets jaunes, pense que à travers la revendication du pouvoir d'achat, ceux-ci ont trouvé une certaine fraternité.*
- *Ressent du mépris pour les paysans qui ont façonné les paysages ruraux et interprète ce mépris comme un délitement de la République.*

Ce qui me tient à coeur dans ce débat, c'est le réveil qu'ont eu les gilets jaunes au mois de novembre, le point de départ, quand ils parlaient du pouvoir d'achat, etc. Je suis allé sur plein de ronds-points et j'étais effaré de découvrir que les gens dans leur manière de manifester retrouvaient une certaine fraternité, dans l'échange, dans le froid. Je voudrais vous en parler d'une fraternité. J'ai eu l'occasion de circuler en France dans beaucoup de territoires ruraux, parce que c'est ma passion, je m'y intéresse, le monde paysan c'est le monde que je porte haut et fort dans mon coeur. Je peux vous dire que la France est très belle en terme de paysage, elle est magnifique, on vit dans la beauté suprême. Mais je voudrais vous dire que ces paysages c'est les paysans, c'est la France paysanne qui les a façonnés. Elle n'a pas fait ça toute seule, il y a eu d'autres gens et partout j'entends aujourd'hui le mépris, et pour moi, c'est terrible le mépris qu'on a par rapport à ces gens, comme on a le mépris du travailleur, on ne le paye pas, le mépris du bouseux, le mépris du plouc le mépris des gens qui ont toujours vécu en ville et qui vivent à la campagne et qui ne regardent pas, qui ne cherchent pas même à comprendre comment sont organisés ces territoires, qui a fait que ces territoires ont un sens. Pour moi c'est la république est en train de foutre le camp. Ça, j'aimerais bien que dans ce débat on le prenne en considération, que l'on ne sait peut-être pas où on va dans les métiers dans 30 ans comme vous l'avez dit. On peut poser des questions et ça peut-être formidable mais pour savoir où on va, c'est intéressant de savoir d'où on vient.

NBM

- *Ressent que beaucoup de gens, et notamment les jeunes se sentent dépossédés au profit d'un*

système dont il faudrait atténuer la puissance.

- Garde une forte croyance dans l'Europe, un projet magique, qu'il faut sauver.

Je vois qu'on est pas très nombreux pour ce grand débat. Ça rejoint le dégoût de la politique, à savoir que débattre c'est une bonne chose, mais j'ai l'impression que beaucoup de jeunes, beaucoup de personnes que ce soit sur l'Europe ou sur d'autres thèmes, se sentent dépossédés, comme si le système était plus fort que les individus et du coup la croyance dans la politique disparaît, et on se dit voilà, l'Europe, avec des subventions va financer les industriels de l'alimentation qui va déposséder les petits paysans etc. Du coup, ça génère un dégoût de la politique, au sens où alors elle ne nous appartient plus symboliquement. Donc ce débat, c'est un moyen de nous la réapproprier, mais hélas je pense qu'il y a 9 Français sur 10 qui pensent que ça ne mènera pas à grand chose si c'est une espèce de psychanalyse collective et je pense qu'il faudrait que les systèmes perdent un peu de puissance et que ce soit le système européen, le système financier, Google et compagnie, de façon à ce qu'on puisse mettre des barrières à ces systèmes qui me semblent vraiment trop présents dans notre organisation ; donc c'est la faute à personne, c'est la faute au système, les individus sont dépossédés de leur individualité propre. Je garde quand même beaucoup de croyances. On n'a pas parlé de l'Europe ; c'est quand même un projet magique ! Mais là pareil, le système nous échappe parce que l'Europe c'est aussi bien la Pologne que la Hongrie avec Orban, qu'aujourd'hui le Brexit. Comment voulez-vous, il faut vraiment avoir une philosophie religieuse pour aujourd'hui adhérer à l'Europe. Donc si vous n'avez pas cette religiosité dans l'Europe, ça va devenir un ennemi, un grand Satan, alors que c'est quand même un truc fondamental.

JM

- Souligne que le sentiment d'être dépossédés de la politique vient d'un sentiment de crise.

- Pense que la crise vient de 2 facteurs : la croissance de la population mondiale qu'il faudrait maîtriser et l'augmentation du nombre de personnes âgées dans nos sociétés.

- Qu'il faut prendre en compte ces crises pour retrouver un équilibre : par exemple travailler plus longtemps.

Je voudrais mettre une perspective. On est en France, on se sent dépossédés de la politique, on a des craintes par rapport à l'avenir. Je voudrais juste vous dire une chose : Dans le monde il y a 7 milliards de personnes, il y en a 6 milliards au moins qui ne se posent pas ces questions, qui sont très loin de penser à la transition écologique, qui sont très loin de penser à leurs revenus, qui vivent au jour le jour, et c'est une chose importante. Je parle de ça parce que je pense que le problème écologique et la transition, il faut mettre le paquet pour maîtriser la population sur terre. L'écologie, je vous rappelle que au début c'est une science qui s'occupe de l'habitat des espèces, des écosystèmes. Et l'homme occupe tous les écosystèmes, les aménage, les détruit, fait du bien, fait du mal, et le gros problème sur terre c'est cela. Je n'ai pas de solution, mais je voulais vous mettre en abîme par rapport à ça. On est en France 67 millions d'habitants ; quand j'avais 10 ans il n'y en avait que 45. Les personnes âgées pèsent de plus en plus lourd et personnellement je pense que la crise qui se produit est une crise de déséquilibre parce que, qui paye les retraites des plus âgés ? On peut discuter de longtemps mais qui paye, ce sont les actifs. Bientôt on aura autant d'actifs que de retraités. Là aussi il y a un problème, il faut accepter de travailler plus longtemps. C'est une perspective mais pensez à ça à la population qu'on est sur terre, la population qu'on est en France, le poids des personnes âgées par rapport aux personnes actives.

PL

- Fait une liste de problèmes ; le débat doit être très vaste et aborder des questions comme l'idée d'un revenu universel.

- Les questions sur les entreprises, les revenus, les inégalités devraient être abordées en pensant au respect social, à la transition écologique, aux personnes âgées, à la santé...

- Pense que le grand débat va faire un flop. Les questions posées comme sur le rapport entre la fiscalité et la dépense publique ne sont pas pertinentes.

Je trouve que ça a un côté culpabilisant que je trouve désagréable mais bon ! On pourrait parler d'autres choses aussi, comme le revenu de base. C'est un beau sujet, qui permettrait d'avoir un débat sur les inégalités. Que chacun puisse avoir un minimum de salaire qui permette d'avoir des expressions et des projets personnels, certainement très créatifs, voire même innovants. L'histoire de trucs comme Google ou comme Apple c'est parti de gens qui ont eu une idée, qui avaient une formation de départ, mais qui étaient dans une créativité, et qui ont développé cette créativité. Alors maintenant aujourd'hui ça dépasse le monde et ça pose un certain nombre de problèmes liés à la fiscalité etc. Mais je pense que le point de départ c'est aussi ça. Je crois que le débat, il est sur l'ensemble des thèmes qu'il doit être posé et je crois que certains intellectuels français posent bien le débat entre la transition écologique et aussi sur le respect social de notre société, voir comment sur les inégalités, il y a des actions qui doivent être menées et sur ces actions là, à mon avis, il faudrait se poser la question sur le salaire des dirigeants, un conseil d'administration d'une grosse entreprise, les dividendes, tous ces trucs là qui permettraient de mettre un peu plus à plat le débat, pour aller en particulier vers les personnes âgées, vers les retraités, vers les politiques de santé, vers les politiques éducatives, vers la culture etc. Le débat de fond il est là. Je pense que le grand débat on va faire un flop, parce que je pense que c'est malheureusement inévitable, parce que c'est politique et que aujourd'hui le gouvernement a souhaité récupérer ce truc-là et le transformer. Il suffit de lire le document qu'ils nous ont donné. Dans les questions posées il y a les réponses. Donc un certain nombre de termes c'est assez simple. Il suffit de se poser la question quoi faire de la fiscalité en France, c'est soit on diminue les dépenses ou on augmente les impôts ou les deux ou je ne sais pas. Répondre à cette question, cette question est tellement idiote. Je trouve idiot, ça ne sert à rien de répondre, le débat il doit se poser autrement. C'est un peu touffu. Je réagit aux propos qui n'est pas une conclusion. On pense bien sûr aux 7 milliards, on pense aussi à ce qui se passe, mais je crois que notre débat entre autre c'est de penser ici d'où on vient et où on va et d'ici dans le vaste monde qui est le nôtre et notre réalité. Il y a plein de sujets. Une heure de débat ce n'est pas un débat.

EA

- Pense qu'il faut jouer le jeu du Grand Débat.

- Soutient l'idée d'étendre les échanges entre pays aux élèves en bac pro.

Effectivement on peut avoir des doutes quant au résultat. Ceci dit, il y a également la possibilité de s'exprimer sur Internet et il y a une case dans laquelle on peut exprimer des idées qui sortent complètement des idées très exposées dans la lettre. Et puis j'ai envie de dire, ça nous est proposé, jouons le jeu, jusqu'au bout, et après on va compter les points. Le danger c'est que dans ma famille, il y a beaucoup de gens qui n'ont pas arrêté de me dire : mais l'écologie ça ne veut rien dire, l'homme est maître du monde, l'homme saura s'adapter. On s'en fiche de la façon dont on va laisser ou abîmer la terre. Malheureusement je pense qu'il y a encore beaucoup de gens qui pensent comme ça et la problématique pour le gouvernement ça va être de faire des choix après et si le choix est compliqué, moi j'attends un référendum.

Après, au niveau politique, il serait bon puisque nous avons l'Europe, et puisqu'il nous était annoncée, que ce soit pour les hautes études ou que ce soit pour les bac pro, que nous allions échanger les élèves des pays les uns vers les autres, il faudra le mettre en place. Il faudrait que des Français aillent en Hongrie et que des Hongrois aillent en Angleterre etc. Ça c'est fondamental et j'attends avec impatience que ce soit fait.

PG

- Appuie l'idée des échanges en pensant aussi à ceux qui en vont pas jusqu'au bac.

- Repose la question du choix entre augmenter les impôts ou baisser les dépenses. C'est une question simple mais un choix fondamental dans un pays qui a un déficit chronique.

Je voudrais rebondir sur ce que vous venez de dire. Je suis complètement d'accord sur les échanges en Europe, à condition que ça ne soit pas réservé aux étudiants. On a commencé par les étudiants avec Erasmus; ça fonctionne bien. On peut étendre au bac pro, mais je pense qu'il faudrait étendre à ceux qui ne vont pas jusqu'au bac également. Il faut permettre à ceux qui sont en apprentissage, qui vont vers des métiers qui ne nécessitent pas le bac, de pouvoir aussi bénéficier de cet échange culturel. Et j'espère que ça fera partie du débat qui va se dérouler pendant la campagne pour les européennes.

Je voudrais revenir sur ce que vous avez dit sur les finances publiques : On nous prend pour des imbéciles parce qu'on nous dit : soit on augmente les impôts, soit on baisse les dépenses. Mais c'est aussi simple que ça. On est dans un pays qui a un déficit chaque année depuis 30 ans. Si on ne fait pas un effort pour corriger cette situation, c'est nos enfants qui vont payer, et qui vont le payer très cher. Et donc il faut faire un choix, et le choix il est là. Le choix il est tout à fait logique. Il y a des pays qui estiment que le niveau des dépenses publiques peut-être élevé, à condition naturellement que ce soit efficace et que ça permette une meilleure redistribution des richesses, que ça permette un meilleur service public ; et il y en a d'autres qui n'en veulent pas comme les anglo-saxons. Il est important qu'en France on se pose cette question. Il n'y a pas de dépenses publiques honteuse, mais il y a un choix à faire et ce choix il faut le faire. Je ne sais pas sur quoi ça va déboucher. Je suis content de voir que même s'il vous n'y croyez pas vous jouez le jeu et ça c'est bien ; mais essayons comme vous l'avez dit d'y croire et on verra après quelles conséquences en seront tirés. Si vous êtes là ce soir, c'est que vous jouez le jeu quand même et c'est bien!

PL

- Est intéressé par un débat entre citoyens et pas avec l'État. Le respect démocratique c'est d'écouter les acteurs : enseignants, soignants...

- Souligne la complexité du débat, mais l'optique du pouvoir d'achat est une bonne approche.

Ce n'est pas jouer le jeu. Je crois qu'on est dans un débat. Je ne débats pas avec l'État, je débats avec des citoyens comme moi, c'est ça qui m'intéresse. Le jeu il est là, ça me paraît important. Il y a plein de sujets qui sont dans ma tête, ça bouillonne. Sur l'éducation nationale, à chaque gouvernement il y a une réforme. C'est complètement aberrant. Par contre, ce qui serait peut-être plus intéressant d'avoir un vrai débat avec les enseignants. Les enseignants ont des expériences ; ces expériences là à mon avis sont extrêmement utiles ; ce qui permet de nourrir le débat est c'est là à mon avis le respect démocratique, il est là. Sur d'autres domaines ce serait pareil. Sur la santé, c'est intéressant de discuter fondamentalement sur les urgentistes, avec les médecins, avec ceux qui sont dans le domaine de la santé. Ce serait intéressant.

Ce que dit l'État, d'une manière générale, pas ce gouvernement là, c'est des positions doctrinaires qui amènent des choix liés à des lobbys très souvent. D'ailleurs le précédent ministre de l'agriculture, il était très clair ; il disait moi je travaille avec les lobbyistes; c'est intéressant de voir les choses. C'est intéressant, il n'est plus là, c'est un autre qui arrive, je ne suis pas sûr que ce soit forcément meilleur, mais c'est mon point de vue personnel. C'est sur tout cela qu'il faut avoir un débat ; effectivement, je transformerais ce grand débat proposé par l'état là et amorcé par les gilets jaunes à travers une lorgnette qui est celle du pouvoir d'achat. C'est d'avoir un débat sur l'ensemble de ces thèmes là, et de permettre à chaque grand domaine, économique, culturel, social, parce que les travailleurs sociaux nous disent des choses. Il suffit de regarder deux films : "Pupille" et "Les invisibles", pour comprendre que l'action sociale en fait c'est un vrai merdier, et les otages de ce merdier, c'est les enfants, c'est des adultes, etc. Et c'est vraiment des otages. Parce qu'ils sont dans des filières incroyables et les professionnels sont perdus aussi, parce qu'ils n'ont pas de réponse par rapport à ça. Je crois que là, et c'est peut-être le rôle de la culture, c'est d'amorcer les réflexions. Je parle de ses deux films là parce que c'est récent et ces deux films là parlent bien d'une réalité ; et cette réalité que doit vraiment poser le monde professionnel. Ce n'est pas au niveau du ministère comme tu disais M. le paysan qu'on regarde. On a pas mal dans les ministères de gens qui sont issus

de grandes écoles etc. et qui ont des réflexions, une pensée, etc. Enfin bon le terrain ce n'est pas la même chose !

Eric Vanoni (Maire de Châtillon-en-Diois) conclut :

Je tiens à vous remercier pour la pertinence des questions et puis surtout pour le respect et l'écoute que vous avez eu les uns envers les autres. Tout le monde a pu parler. Personne n'a été coupé. On n'a pas entendu de murmures. On pourra refaire des débats quand vous voudrez ! Merci.